

# Lettre type

**Nom, prénom**

**Emploi**

à

**Autorité dont le fonctionnaire dépend.**

- Voie hiérarchique -

**Objet : Demande d'autorisation d'exercer l'activité de massage bien-être à titre accessoire.**

**Références :**

- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires – article 25.
- Décret n°2007-658 du 2 mai 2007 modifié, relatif au cumul d'activités des fonctionnaires.

Monsieur (ou Madame) le (*titre*)

J'ai l'honneur, conformément à la législation et à la réglementation citées en référence, de solliciter par la présente l'autorisation d'exercer à titre accessoire une activité de massage bien-être :

**Cadre de l'activité :** Autoentrepreneur selon la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Cf. Le Guide de l'autoentrepreneur page 32, édité par le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (*Ou autre cadre, salarié, ...*).

**Nature de l'activité :** Pratique du massage de bien-être.

**Réglementation applicable à l'activité :** Les techniques manuelles pratiquées n'ont aucune visée thérapeutique ou médicale et ne sont pas assimilables aux actes réservés aux professions de santé réglementées par le code de la santé publique ainsi qu'aux ostéopathes, chiropraticiens et autres professionnels auxquels la réglementation accorde un monopole.

Le massage bien-être est une activité non réglementée et est praticable légalement par tous.

Le massage bien-être est identifié par Pôle-Emploi dans son Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (ROME) sous le code K1103, « Développement personnel et bien-être de la personne »

Le massage de bien-être est également identifié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) NAF des APE (activité principale des activités exercées) sous le code 96.04Z, « entretien corporel » où est mentionné expressément « institut de massage ».

**Cumul d'activités à titre accessoire :** L'activité sus-décrite fait partie des activités susceptibles d'être autorisée à titre accessoire au titre du décret cité en référence, article 1 et 2, II, 1° Service à la personne.

**Compatibilité de la fonction :** Selon la jurisprudence de la Commission de Déontologie, l'activité est compatible dans tous ses points avec l'état de fonctionnaire.

**Quotité :** Cette activité est prévue à raison de (*nombre*) heures par mois en moyenne maximum en dehors du service assuré dans mon emploi et durant les périodes de repos statutaires – congés annuels ou R.T.T. –. Cette activité n'obère en aucune façon la disponibilité de l'intéressé pour son activité principale exercée au sein du service.

**Rémunération :** La rémunération se fera à l'acte soit ...€ pour un nombre prévu de ...actes par mois.

Par la présente également, je certifie sur l'honneur devoir pratiquer cette activité conformément à la Loi et aux règlements et en particulier, dans le cadre de cette activité, ne pas être chargé de l'administration d'un organisme au sens de l'article L. 432-12 du code pénal.

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire que vous voudrez bien me demander.

En espérant une suite favorable, veuillez agréer, Monsieur (ou Madame) le (*titre*), l'expression de ma considération distinguée.

Date et signature

Pièces jointes : (Vous pouvez, joindre les pièces auxquelles vous faites référence).